

Retracer les moments forts de l'évolution de l'animation socioculturelle à Genève et son influence sur la cohésion sociale, dévoiler le rôle de personnalités et d'événements qui ont contribué à la création de dispositifs d'actions culturelles et sociales répondant aux besoins des différentes catégories d'âges et types de populations.

Les témoignages de nombreuses personnalités ont été recueillis par l'équipe de Terre Commune entre 2018 et 2019, principalement sur le Bateau Genève. Chacun de ces entretiens a été enregistré puis transcrit afin de documenter le récit de l'animation socioculturelle. Ils constituent des repères sur le long chemin du développement de la vie sociale à Genève depuis les années 50.

Conversation avec
YANN BOGGIO
Café Cult / 26.02.2019
Durée 32' / 27300 caractères

Vanessa Battistini

Bienvenue Yann et merci de nous rejoindre pour cet entretien. En tant que directeur de la FASE, on aimerait connaître ton avis sur les perspectives et enjeux pour l'animation socioculturelle pour ces prochaines années.

Yann Boggio

Très volontiers et je suis très content d'être là. Il y a un certain nombre d'enjeux pour l'avenir. Il y a passablement d'enjeux pour l'animation en tant que telle et il y a aussi les enjeux de territoire. Aujourd'hui à Genève on a un territoire qui continue à se morceler avec des poches de précarité assez importante dans certains quartiers, sur lesquelles il faut vraiment travailler. Il y a un autre enjeu complètement contemporain avec de nouveaux quartiers qui sortent de terre aujourd'hui et qui vont rassembler 3, 4, 5000 habitants. Ils n'ont aucune histoire, aucun passé, rien. Il s'agit donc aujourd'hui d'investir ces espaces et c'est un gros enjeu pour nous d'arriver à implanter des dynamiques d'animation socioculturelle, de nouvelles équipes, de nouvelles maisons de quartier, de nouvelles associations, pour pouvoir offrir à ces collectifs de nouveaux habitants qui ne se connaissent pas, un minimum de liens sociaux dans ces quartiers. Ce sont les deux grands enjeux majeurs dans l'immédiat. Il y d'autres enjeux très clairs. Autour de jeunes en rupture de formation. L'animation socioculturelle pratique sur la libre adhésion, sur la participation, la valorisation de l'autre quel que soit son état, ses compétences, et c'est une dynamique et des principes d'action qui sont absolument fondamentaux aujourd'hui pour ramener ces jeunes dans des parcours d'intégration et/ou de formation par le biais de ces principes d'action qui sont très ouverts parce que non-contraignants.

Vanessa Battistini

Et bien nous, justement, on va aller à Scène Active, on va rencontrer les jeunes décrocheurs qui font un projet sur une année, avec le théâtre comme mesure de réinsertion.

Yann Boggio

Oui, on a eu l'occasion depuis 2011 de poser les bases de ce projet avec la FASe et l'Hospice général puis après dans le cadre d'Accroche. C'est une vraie préoccupation car on a à Genève un taux de jeunes sans qualification, sans parcours, qui est vraiment dramatique et on prépare en fait une génération qui va être complètement isolée et pas du tout intégrée. C'est vraiment problématique. Je suis très content que vous alliez les voir. C'est un très très beau projet qui lui-même est rempli, construit sur la base des principes de l'animation socioculturelle avec en plus des compétences professionnelles derrière. C'est extrêmement important. Je pense que c'est typiquement un projet qui représente l'animation socioculturelle de demain qui va au-delà des maisons de quartier, qui vont rester, au-delà du travail social hors murs, mais qui investit de nouveaux champs. Comme par exemple celui des jeunes en rupture avec cette intervention collective et cette volonté de créer un cadre qui soit promoteur des compétences de chacun.

Claude Dupanloup

Est-ce que tu as le sentiment que ce type de dispositif, mis en place à Scène Active, pourrait faire bouger le curseur et les lignes des normes établies ? Peut-on faire en sorte que tout ceci s'intègre au parcours « éducatif » naturel, sans qu'on ait besoin de rajouter de nouvelles mesures et des programmes pour créer des espaces d'expression permettant le développement de projets personnels ?

Yann Boggio

Aujourd'hui on peut presque considérer Scène Active comme une mesure palliative. Elle est construite pour des jeunes qui sont très désinsérés. Mais en même temps ce qu'on y apprend, ce sont des nouvelles façons de faire, de nouvelles pratiques, de nouvelles voies pour développer et renforcer le potentiel créatif de ces jeunes. Ceci commence à imprégner d'autres groupes, d'autres institutions. L'Hospice général commence à travailler maintenant avec des actions collectives en engageant des animateurs socioculturels. C'est intéressant aussi de voir comment la FASe aujourd'hui a sa place dans toutes les dynamiques de construction de la Formation obligatoire jusqu'à 18 ans. L'animation est directement intégrée dans le projet et il y a une attente de la part des organes de l'Etat, en l'occurrence de l'instruction publique, pour qu'on puisse amener de nouvelles compétences dans le cadre des parcours de formation. Aujourd'hui on est peut-être parti sur les 18-25 ans avec Scène Active et on est en train de travailler sur les 15-18. Ce projet FO-18, c'est un « cheval de Troie ». On rentre dans l'instruction publique, on amène de nouvelles façons de faire qui sont complémentaires au modèle scolaire qu'on connaît et qui doit, lui, vraiment s'ouvrir. On est sur cette voie là et je pense qu'il y a clairement là un gros enjeu pour l'animation de demain.

Nicolas Reichel

Dans l'animation, on parle beaucoup de méthodologie de projet, de travailler avec les autres, de favoriser l'émergence de quelque chose, est-ce que c'est toujours d'actualité de travailler avec les populations ?

Yann Boggio

C'est toujours d'actualité pour les populations, c'est-à-dire les communautés des quartiers dans lesquels on doit réveiller les ressources pour qu'elles puissent s'épanouir, se développer, toutes se renforcer. Créer du lien dans les quartiers toutes générations confondues. Je pense que pour les plus jeunes populations on est peut-être dans d'autres logiques. On en a une illustration avec les voyages d'entraide qui se sont développés ces dernières années. C'est quelque chose de très intéressant car finalement on démarre avec des groupes de jeunes de 16-17 ans, avec un niveau de non-empathie assez conséquent par rapport à leurs pairs, très égocentrés sur eux-mêmes, sur leurs consoles, sur leurs pratiques, dans leur petit univers à eux. Et en fait ce qu'on essaie de faire avec ces jeunes, c'est leur amener un projet. C'est peut-être un peu directif au départ. On leur dit « dans 18 mois on va se retrouver avec vous quelque part et construire une école, construire un pont, travailler dans un campo de réfugiés ». C'est complètement illusoire pour eux, mais ça leur donne une envie, un début de quelque chose. On leur présente quelque chose et après on va travailler avec eux pendant 12 ou 18 mois. On va les amener à organiser des événements, récolter des fonds, récolter des habits, des fournitures scolaires, etc. C'est un modèle qui a été développé par les équipes hors-murs et qu'on est en train de finir de conceptualiser. On amène ces jeunes à trouver un sens à ce qu'ils sont en train de faire. Donc on leur propose le projet, quelque chose d'un peu tout cuit mais très illusoire pour eux, hors normes. En fait on les amène gentiment à rentrer dedans et on leur explique où ils vont arriver, on leur montre comment ils peuvent trouver des fonds, etc. On leur apprend quelque chose. Il y a donc une démarche d'apprentissage de leur part, en même temps tirée par un objectif très illusoire. Et qu'est-ce qu'on voit au bout de 18 mois c'est que ces jeunes ils ont appris à développer du projet, ils ont appris des notions d'entraide et de solidarité par rapport à d'autres gamins dans d'autres pays. On les emmène sur site, on provoque quelque part un choc culturel. En même temps il s'agit aussi de les accompagner dans ce processus en leur apprenant à avoir plus d'empathie et à se préoccuper pour leurs pairs. A partir du moment où ils ont une préoccupation pour leurs pairs et leur intégration sociale, ça devient quelque chose qui est très important pour eux. Et là on les voit se donner les moyens d'entrer dans une formation, d'entrer dans un processus de projet pour eux. Ceci est peut-être un peu nouveau, il y a quelque chose qui est de l'ordre de l'indicatif socio-éducatif au départ mais en fait qui se transforme en dynamiques collectives avec des principes d'animation qu'on va retrouver après.

Claude Dupanloup

Est-ce que ce type d'objectif fait partie des discussions que la FASE mène par exemple avec les équipes hors murs qui semblent à priori concernées par ces actions.

Yann Boggio

Elles ont fortement développé ce type de modèle. Après, je pense qu'on arrive à un palier aujourd'hui. On est dans ce type de projets parce qu'il y a un réel intérêt. On constate vraiment des impacts très forts. La dernière expérience qui s'est passée à Madagascar, projet de 18 mois avec des jeunes pas du tout inscrits dans des parcours de formation au départ mais à la fin, on en a retrouvé la moitié en apprentissage. Quand ils sont venus raconter à leurs parents, pairs, réseaux finalement, leur histoire, ce qu'ils ont traversés, ils ont fait une soirée avec des photos, des films, etc. Et tout à coup il y a 30 à 40 jeunes qui viennent parler devant 700 personnes dans une salle dont 80% de moins de 25 ans. Concrètement ça fait réagir leurs pairs et ils deviennent des modèles pour leurs amis et ça c'est très intéressant.

Claude Dupanloup

Est-ce que c'est en lien avec ce que Humberto Lopes a développé, l'association JAMM par exemple ?

Yann Boggio

Exactement. C'est le même modèle mais poussé peut-être un peu plus loin. Mais il y a d'autres projets de ce type-là sur lesquels on voit des développements. Il y a un projet qui s'appelle « démarche avenir » qui est mené par l'équipe des Trois-Chêne et compagnie qui a développé une démarche « des marches à venir ». En fait ils prennent un collectif de jeunes, 4-5-6 pas plus, et ils les suivent de manière assez intrusive pendant une année ou deux. Ils mettent ces jeunes dans des postures de devoir travailler, de devoir s'occuper d'autres jeunes en les encadrant. C'est très intéressant de voir ces jeunes, qui n'ont peut-être jamais eu de dynamique de valorisation de leurs compétences ou de ce qu'ils font, tout d'un coup évoluer dans le temps, se prendre en main, devenir responsables, prendre en considération l'autre, grandir quelque part. Je pense qu'on a de plus en plus de micro-projets comme ça qui, alignés les uns à côté des autres, montrent, à partir de la libre adhésion, la participation, la valorisation, comment on peut dégager des solidarités, dégager des projets personnels. Il y a une dimension collective mais aussi individuelle. Aujourd'hui on a beaucoup de jeunes qui sont passablement largués.

Nicolas Reichel

Est-ce que tu constates une évolution dans cette situation ? Est-ce que ça va de pire en pire ?

Yann Boggio

Je n'en sais rien. J'ose espérer que tout le système éducatif et scolaire se transforme pour qu'il y ait de moins en moins de jeunes qui sont laissés au bord. Il faut faire le pari que ce changement se fera. On n'a pas toutes les clés mais en multipliant ce type de projet, en leur donnant une certaine audience, en montrant ce qui peut être fait, c'est modélisant. Ce qui est important aujourd'hui c'est de développer des modèles qu'on peut vraiment valoriser. Scène Active est un excellent modèle, mais ça reste insuffisant, on doit aller beaucoup plus loin que ça et on doit se donner les moyens de tester ce type d'approche innovante. Ce n'est pas toujours évident et c'est extrêmement compliqué, mais ça donne des résultats intéressants.

Vanessa Battistini

Yann, tu pourrais nous parler la formation obligatoire à 18 ans. Où on en est depuis que le dispositif FO-18 a été mis en place, quels sont les enjeux ?

Yann Boggio

FO-18 c'est une norme constitutionnelle qui a été adoptée par le peuple et qui commence à se mettre en place depuis la rentrée 2018. Cette mesure vise à ce que chaque enfant entre 15 et 18 ans puisse accéder à un parcours scolaire, non seulement qu'il puisse accéder, mais aussi qu'il doive. Aujourd'hui un jeune de 16-17 ans qui sort du cycle ne peut plus ne pas faire quelque chose. Ceci, c'est la théorie, dans la réalité, c'est un peu différent. Il y a évidemment plein de jeunes qui sortent du cycle, qui abandonne collège, l'ECG, qui n terminent pas leur apprentissage, etc. FO-18 vise à permettre à ces jeunes qui sont par exemple en apprentissage, de le terminer en leur offrant les appuis nécessaires, de manière à ce qu'ils ne sortent pas et qu'ils puissent obtenir leur certificat, tout comme essayer d'éviter que des jeunes aient des échecs. Certains vont faire un ou deux de semestre à l'ECG par exemple et puis ils disparaissent. En fait aujourd'hui, un jeune n'a plus le droit de disparaître. Donc ça veut dire que le DIP est responsable et garant de s'assurer que chaque jeune soit dans un parcours de formation. En pratique aujourd'hui le département de l'instruction publique a mis en place un certain nombre de dispositifs à l'interne pour récupérer ou conserver à l'intérieur du système scolaire ces jeunes. On estime que c'est 550 jeunes par année qui disparaissaient. Maintenant on sait qu'il y en a 350 à 400 qui sont restés dans le cadre scolaire. Bien sûr il y en a plein qui ont disparu les années précédentes. Donc on a quand même un volume de 1000 à 1500 jeunes qui ont moins de 18 ans et qui ne sont pas dans un parcours de formation. Mais on va les retrouver dans d'autres institutions, par exemple dans les dispositifs de l'éducation spécialisée comme la Fondation officielle de la jeunesse avec des ateliers, comme à Chevrens pour l'Astural, etc. Des lieux qui sont entre le foyer et l'occupationnel, la valorisation des compétences, l'essai de retrouver un projet. Donc on a plein de dispositifs qui sont financés par le public ou par le privé, qui sont à l'extérieur du DIP et qui ont ces jeunes dans leurs

structures. Ce qu'on essaie de faire depuis septembre 2018, on est en train de lancer une phase pilote aujourd'hui, c'est de bien mieux travailler et d'articuler ce qui se fait à l'intérieur de l'instruction publique et à l'extérieur. Dans cet extérieur, il y a aussi l'animation socioculturelle. Quand un jeune se trouve dans une démarche comme « Des marches à venir » (TSHM Chêne-Bourg, Chêne-Bougeries et Coligny) et bien on devrait être en mesure, s'il a moins de 18 ans, d'être en lien avec le DIP de sorte que les compétences qu'il réalise sur le terrain puissent être certifiées d'une manière ou d'une autre. Donc pour que ce jeune puisse avoir une forme de valorisation d'un parcours atypique de formation.

Claude Dupanloup

Est-ce que ça peut être le cas pour les jeunes de Scène Active ?

Yann Boggio

Ça devrait être le cas pour Scène Active, par exemple. On ne sait pas aujourd'hui. On est en plein développement de ce projet, on discute beaucoup avec le DIP. Nous sommes une douzaine autour de la table et on représente bon nombre d'institutions. On essaie de dégager un consensus sur comment on doit collaborer, comment on peut valoriser ces différentes trajectoires atypiques de jeunes, de manière à ce qu'on puisse constituer une forme de passeport de compétences. C'est une grande discussion et qui concerne les jeunes qui aujourd'hui sont les plus largués du dispositif classique standard. D'une part le DIP essaie de les maintenir dans les parcours « normaux », école de culture générale, collège, apprentissage, etc, et d'un autre côté on essaie, pour tous ces dispositifs externes, de mettre en place avec le DIP un système de certification des compétences acquises qui ne sont pas forcément des compétences scolaires. Il s'agit de compétences douces non reconnues par le système scolaire, ce sont des aptitudes pour intégrer à un certain moment un parcours de formation. C'est ce qu'on est en train d'essayer de monter et c'est aussi une nouvelle voie pour l'animation. On essaie de structurer ce champ-là de manière à ce que ce qu'on fait avec nos principes d'action, puisse servir aux jeunes comme étant un acquis qui est valorisable dans d'autres domaines et notamment pour une formation future.

Nicolas Reichel

Oui ça rejoint une évolution qu'on avait déjà constatée que le rôle de l'animateur devienne de plus en plus amené à pratiqué sur le terrain de l'éducateur. Il s'occupe davantage de l'éducation du jeune.

Yann Boggio

Pour ces jeunes-là, je pense qu'il y a un apport socio-éducatif. L'animation, telle qu'on la pratique maintenant à la FASE, elle a ces trois composantes. Il y a une partie animation

socioculturelle centrée sur la dimension collective et il y a une partie socio-éducative centrée sur les problématiques rencontrées par les jeunes. Après il y a la valorisation des dynamiques associatives qui est la troisième partie constitutive de la FASE. C'est vrai que pour ces profils de jeunes à un moment donné il faut avoir quelque chose qui est de l'ordre de l'éducatif ou du pédago-éducatif. Après on peut basculer sur les dynamiques collectives de renforcement des compétences d'un groupe, d'un collectif.

Claude Dupanloup

J'aimerais maintenant qu'on revienne sur la question des développements communautaires de quartier. Est-ce que tu as le sentiment, maintenant et dans ta fonction à la tête de la FASE, d'être davantage intégré aux parcours de réflexion sur les projets de construction de nouveaux quartiers, projets urbanistiques, etc. Est-ce que la FASE devient un « partenaire expert » ?

Yann Boggio

Oui la FASE le devient très clairement. On a eu des expériences très malheureuses. Par exemple à Cressy qui s'est construit d'un seul coup sans avoir le moindre début de pensée sociale sur comment le quartier allait être habité et on a mis des années pour finalement rattraper la situation. On a beaucoup appris de ça et on se trouve aujourd'hui confronté à des demandes de communes qui très clairement nous disent « voilà on va construire un énorme quartier de plusieurs milliers d'habitants ». À Pont-Rouge, aux Communaux d'Ambilly, aux Grands Esserts, à Bernex, ce sont des milliers d'appartement. Mais ce sont des quartiers entiers qui ne sortent pas de rien. On a actuellement des plans localisés de quartier qui sont un peu plus en avance que d'autres et on nous demande dans le cadre de ces PLQ : « comment faire pour travailler avec ces populations qui habitent autour ou vont y habiter, comment on peut les entraîner dans des dynamiques ». Donc on est intégré par les communes directement dans les projets et ça c'est très clair, de plus en plus clair. Les communes ont besoin de la FASE pour ça et on essaie d'anticiper encore plus. On discute aujourd'hui avec le département du territoire pour constituer un groupe expert, on met la FASE dedans et d'autres acteurs qui sont en capacité de mobiliser des idées, des compétences, des conceptions sociales de ce que devrait être un quartier, ceci avant même le plan localisé de quartier donc avant même le début du premier coup de crayon. C'est intéressant et là c'est le service de l'urbanisme qui vient vers nous pour nous dire « aidez-nous à penser la ville de demain ». Alors il y a des quartiers où on est en train de rattraper, on a du retard, c'est trop tard, il faut faire avec et on essaie de faire au mieux. Il y a des expériences très intéressantes comme la Caserne des Vernets où la Maison de quartier des Acacias a été directement dans le jury qui a choisi les plans. D'autres projets de quartiers qu'on connaît, qu'on va voir sortir de terre dans peut-être 5 ou 10 ans et on est déjà en train de réfléchir aujourd'hui sur ce que ces quartiers devraient être, quelles sont les conditions minimales pour avoir une cohésion sociale

dans ces quartiers. Donc on essaie d'anticiper les problématiques avant qu'elles arrivent ou plutôt d'anticiper pour une excellente qualité de vie dans ces quartiers à venir.

Nicolas Reichel

En réfléchissant à ce propos, on peut se poser la question de savoir si la maison de quartier est toujours adéquate dans un concept comme ça ?

Yann Boggio

Je ne sais pas mais je pense qu'un quartier a besoin d'une « maison du peuple » qui peut être habitée par tout un chacun. Une des vraies questions qui se pose aujourd'hui en termes de vitalité associative c'est qui représente les intérêts du quartier. Quand on a un comité qui a 3, 4 ou 5 membres et que ce sont les mêmes depuis 35 ans, ça pose beaucoup de questions. Est-ce qu'ils sont encore représentatifs du quartier ? Moi je n'en suis pas vraiment persuadé. Je pense qu'il faut qu'on réfléchisse aujourd'hui à ce que veut dire une maison de quartier demain ? Et comment on peut assurer une gouvernance d'une maison de quartier de manière à ce que tous les intérêts des populations et communautés présentes soient représentés et parties prenantes. Et on réfléchit à des modèles de maison de quartier qui pourraient être gérées par un collectif d'associations, pourquoi pas l'envisager pour demain ? On a un modèle de maisons de quartier qui s'est développé et qui est absolument magnifique, il y en a 47 à Genève, c'est énorme. Et on a une densité d'animation socioculturelle qui est complètement dingue par rapport aux autres cantons, il faut le dire et je pense que c'est à peu près unique au monde. Mais ce sont des modèles qui sont quasi historiques, qui sont nés de la volonté d'un quartier, une association s'est créée ou mise en place. Il y a eu la structuration de la FASE, etc. Mais demain, qu'est-ce que ce sera ? Je n'en sais rien. On aura toujours des groupes porteurs pour créer une maison de quartier, c'est le cas au Petit-Saconnex aujourd'hui, c'est le cas dans d'autres quartiers où il y a des collectifs qui ont envie de basculer sur une maison de quartier, de mettre ça en place. Mais est-ce que c'est vraiment encore le modèle pour demain ? C'est peut-être le modèle pour des quartiers existants qui ont déjà une dynamique propre, mais pour des quartiers qui sont nouveaux, ça pose beaucoup de questions.

Claude Dupanloup

Oui effectivement ceci pourrait demeurer un modèle mais avec une évolution dans sa forme. Comme tu le dis, ça pourrait être un concept « maison du peuple », c'est-à-dire un lieu où des choses peuvent se passer sous l'égide d'un collectif associatif et pas forcément d'une association qui gère le lieu.

Nicolas Reichel

Je souris au terme « maison du peuple » parce que c'est un terme un peu connoté... ça pourrait être plutôt « maison des habitants ».

Yann Boggio

Il y a des expériences qu'on est en train de mener. Par exemple sur le quartier Bachet-de-Pesay qui est à cheval sur deux communes, Lancy et Plan-les-Ouates. La partie sur Lancy est déjà construite, celle sur Plan-les-Ouates se construit aujourd'hui et là c'est de nouveau 1600 appartements en tout. Donc un volume important avec une école au milieu. Et là on est train de se dire qu'on pourrait commencer avec un ou deux animateurs avec mandat de travail social hors murs, peut-être plus centré sur les enfants que sur les adolescents, afin qu'ils puissent appréhender le quartier, à voir ce qui se fait, qu'est-ce qui pourrait être mis en place comme type d'animation. Et petit à petit, à partir de ces deux personnes, construire des collectifs d'habitants, qui vont peut-être de transformer en maison de quartier ou en terrain d'aventure. En bref, concevoir des modèles qui sont évolutifs et qui vivent avec le quartier. Ceci c'est encore une autre voie pour demain.

Claude Dupanloup

Avec le quartier qui est composé de différentes catégories de population, ce qui amène à poser la question de l'intergénérationnel. Est-ce que c'est une préoccupation qui est au cœur de la sensibilité FASe et quels outils se donner pour réellement travailler avec cet ensemble de générations, quatre générations qui maintenant se côtoient et fréquentent le même siècle.

Yann Boggio

On a un autre problème qui vient s'ajouter c'est que, aujourd'hui, il y a moins de 22% de la population qui a moins de 20 ans. Globalement il y a de moins en moins de jeunes. Donc si on veut créer une cohésion sociale à l'intérieur d'un quartier, on se doit de travailler avec toutes les générations. C'est vrai que le travail social hors murs, c'est pour les 12 - 25 ans pour des problématiques propres à cette catégorie d'âge. Mais dans une maison de quartier on devrait avoir une palette de 4 à 99 ans. On ne l'a pas toujours et ça pose beaucoup de questions. Est-ce qu'un centre de rencontre pour ados a encore du sens aujourd'hui ? Est-ce qu'on ne devrait pas avoir des modèles qui incluent ces différentes étapes de la vie ? Ceci va être le cas pour les Adrets à Pont-Rouge.

Claude Dupanloup

Il faut que les équipes TSHM créent ces interrelations. Ne pas juste les inclure les unes à côté des autres, ce qu'il faut c'est vraiment « mixer ».

Yann Boggio

Et en plus on a aujourd'hui des populations qui sont fraîchement arrivées à la retraite, qui sont pleine de compétences, pleine de vitalité et pleine d'envies. Elles sont à mobiliser. On a un niveau de mobilisation des plus de 65 ans qui est relativement bas. On sait qu'en Suisse il y a beaucoup d'engagements individuels, on est d'ailleurs le pays où le taux d'engagement informel, pas associatif forcément encadré, est le plus élevé d'Europe, C'est-à-dire qu'on est prêt à aider, à donner du temps. Il faut imaginer des dynamiques où on peut révéler les compétences de ceux qui sont prêts à s'engager et leur donner envie de s'engager. Ceci c'est encore un autre déficit car il y a là un important potentiel pour demain. L'animation aujourd'hui est le dernier bastion du travail social qui vit avec très peu de contraintes, avec une grande liberté de manœuvre, et surtout qui est implanté dans les quartiers. Et je pense que le bénéfice d'une institution comme la FASE, avec 47 centres, 13 équipes hors murs, présente dans 43 communes sur 45, est très intéressant. Ceci veut dire qu'on est là au service des populations et partout, dans tous les quartiers. Donc on a un degré de proximité avec les populations que n'a plus aucune autre institution publique. On voit aujourd'hui les assistants sociaux du SPMI appeler des équipes hors murs pour avoir des nouvelles d'un jeunes, « est-ce que vous le voyez ? ». C'est paradoxal quelque part, ça montre qu'on garde cet ancrage local, qu'on connaît assez finement les populations de chaque quartier et qu'on devient institution ressource.

Claude Dupanloup

Concernant cette perception que la FASE a développé sur les quartiers, je me demande comment les communes le ressentent ? Par exemple, elles pourraient se sentir un peu mises à l'écart ?

Yann Boggio

On travaille avec pratiquement toutes les communes, à part Russin et Céligny, et on a une proximité avec le monde politique communal. Cela nous rend partenaire et on veut être partenaire des communes. On a l'avantage d'être piloté ni par le canton, ni par les communes mais un peu par les communes, un peu par le canton et par le monde associatif, ainsi que par le personnel, quand il a envie de siéger au Conseil de fondation... Ceci donne une institution qui est juste « entre ». On peut dire aux communes que les politiques publiques du canton vont dans telle ou telle direction et qu'elles peuvent leur poser problème, ou les empêcher de faire telle ou telle chose. Comme on peut aussi, nous même, aider les communes à porter leurs problématiques au niveau du canton. Aujourd'hui la FASE travaille avec 5 départements cantonaux et ça veut dire qu'on peut avoir un impact sur les politiques publiques. On peut faire remonter des informations qui viennent du terrain. Cet ancrage local nous permet d'être un observatoire pour avoir une réflexion assez claire sur ce qui est en train de se jouer un peu

partout et de pouvoir le dire. C'est intéressant pour tout le monde... avec cette difficulté qui est d'être toujours au milieu de tout le monde, ce qui est une autre forme de complexité.